

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme

Direction des Affaires Juridiques  
et de l'Administration Locale

Bureau de l'Administration  
Générale et de l'Utilité Publique

Installations Classées  
pour la protection de l'environnement  
Société SOCOPIC à Amiens  
Mise en demeure

**ARRETE DU** 24 JUIL. 2013  
Le Préfet de la région Picardie  
Préfet de la Somme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> août 2012 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 août 2012 portant délégation de signature à Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2921 Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mai 2000 autorisant la S.C.A. "DALKIA", siège social 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à SAINT-ANDRE (59350), à exploiter une centrale thermoélectrique de cogénération sur la zone industrielle Nord d'Amiens, parcelle cadastrée section KR n°627 ;

Vu le changement d'exploitant intervenu le 15 juin 2000 au bénéfice de la S.A. "SOCIETE DE COGENERATION DE PICARDIE" (SO.CO.PIC), siège social 22 rue Alphonse Paillat à Amiens (80000) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 09 septembre 2002 autorisant la société S.A. "SOCIETE DE COGENERATION DE PICARDIE" (SO.CO.PIC), siège social 22 rue Alphonse Paillat à Amiens (80000) à exploiter une centrale thermoélectrique de cogénération sur la zone industrielle Nord d'AMIENS, parcelle cadastrée section KR n°627 ;

Vu le donner acte délivré le 05 décembre 2005 à la S.A. "SOCIETE DE COGENERATION DE PICARDIE" (SO.CO.PIC), siège social 275 rue Jules Barni à Amiens (80000) de sa déclaration effectuée le 03 mai 2005 en vue d'obtenir le bénéfice de l'antériorité pour l'installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installation qui n'est pas de type "circuit primaire fermé"), comportant deux tours aéroréfrigérantes représentant une puissance thermique évacuée de 1 280 kW au sein de la centrale de cogénération située sur la zone industrielle Nord d'Amiens, parcelle cadastrée section KR n°627 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2012 autorisant la S.A. "SOCIETE DE COGENERATION DE PICARDIE" (SO.CO.PIC) à procéder à certaines modifications de ces installations de combustion ;

Vu le rapport en date du 22 juillet 2013 de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 22 juillet 2013 conformément aux articles L.171-8 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que la société SOCOPIC exploite 2 rue de Vaux à Amiens (80 000) deux tours aéroréfrigérantes soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2921 Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, lui sont donc applicables ;

Considérant que lors de l'inspection du 11 juillet 2013 l'inspecteur de l'environnement a constaté que :

1. absence de remplacement des parois internes de la TAR E701 présentant un fort taux d'entartrage pouvant favoriser la prolifération de légionelles (alors que l'exploitant s'était engagé à un remplacement avant le 15 mai 2013 de ces éléments (packing)).

Ceci est contraire aux dispositions du point 4.2 du titre II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 qui dispose que : « *L'installation est maintenue propre et dans un bon état de surface pendant toute la durée de son fonctionnement.* »

2. défaut de repérage des points de prélèvement et surtout insuffisance du point de prélèvement sur la TAR E701 où un point de prélèvement supplémentaire apparaît nécessaire au vu de la spécificité de l'installation.

Ceci est contraire aux dispositions du point 6.2 du titre II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 qui dispose que « *Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative de celle en circulation dans le circuit et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint.*

*Ce point de prélèvement, repéré par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant de façon à faciliter les comparaisons entre les résultats de plusieurs analyses successives.*»

Considérant que les manquements relevés peuvent avoir favorisé la prolifération de légionelles constatées lors du prélèvement sur la TAR E701 du 2 juillet 2013 ;

Considérant que la légionellose est une maladie potentiellement mortelle à déclaration obligatoire qui peut être contractée en inhalant des gouttelettes chargées en légionelles ;

Considérant que l'exploitation de tours aéroréfrigérantes peut être génératrice d'une dispersion de légionelles par voie aérienne ;

Considérant que face aux manquements constatés le jour de l'inspection, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOCOPIE de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;  
Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Somme :

## **ARRÊTE**

### **Article 1er**

La S.A. "SOCIETE DE COGENERATION DE PICARDIE" (SO.CO.PIC) est mise en demeure pour son site situé 2 rue de Vaux à Amiens (80 000), sous un délai n'excédant pas 15 jours à compter de la notification du présent arrêté :

- ▲ de systématiquement respecter lors d'un prélèvement en vue d'une analyse des légionelles, les dispositions du point 6.2 du titre II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 en réalisant le prélèvement sur un point d'eau du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative de celle en circulation dans le circuit et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint,

En particulier, l'exploitant doit effectuer un prélèvement complémentaire au niveau du bassin tampon en amont de la TAR E701 lors de chaque analyse sur cet équipement,

- ▲ de respecter le point 6.2 du titre II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 en repérant par un marquage le point de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles,

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

### **Article 2**

La S.A. "SOCIETE DE COGENERATION DE PICARDIE" (SO.CO.PIC) est mise en demeure pour son site situé 2 rue de Vaux à Amiens (80 000) sous un délai n'excédant pas une semaine à compter de la notification du présent arrêté :

- ▲ de respecter les dispositions du point 4.2 du titre II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 en rendant l'installation propre et dans un bon état de surface.

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées (notamment photographies permettant d'illustrer que les packings et dévisculeurs sont dépourvus de tartre).

### **Article 3**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 susvisés ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

#### **Article 5**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

#### **Article 6**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune d'AMIENS, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement du Logement de Picardie et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A. "SOCIETE DE COGENERATION DE PICARDIE" (SO.CO.PIC).

Amiens le 24 JUIL. 2013

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général

  
Jean-Charles GERAY